



INVESTIR DANS L'ACTION

3^e Sommet agroenvironnemental



DÉCLARATION COMMUNE

À l'issue de notre 3^e Sommet agroenvironnemental, agriculteurs, chercheurs et intervenants affirment d'une même voix vouloir agir en faveur d'une agriculture, à la fois plus résiliente face aux conditions adverses que sont les changements climatiques et la perte de la biodiversité, et plus respectueuse de notre environnement..

Depuis plus de trois décennies, les productrices et producteurs agricoles et forestiers du Québec s'engagent pleinement dans de meilleures pratiques et demandent d'être au cœur d'une approche agroenvironnementale intégrée. Les chercheurs, eux, participent activement aux avancées scientifiques et sociales menant à des solutions porteuses et applicables, en appui aux besoins du secteur agricole et avec la complicité des intervenants et conseillers du milieu.

Ensemble, ils constatent que des menaces grandissantes pèsent sur la viabilité et la durabilité de l'agriculture partout dans le monde. Les perturbations et les chocs sont nombreux : instabilité économique et géopolitique, pressions urbaines, manque de main-d'œuvre, changements climatiques, perte de biodiversité, etc. La sécurité alimentaire et la stabilité sociale de bon nombre de nations s'en trouvent compromises, y compris dans les pays occidentaux.

Le Québec n'est pas épargné. L'année 2023 nous a donné un dur aperçu des conséquences néfastes des conditions météorologiques extrêmes auxquelles nous serons vraisemblablement de plus en plus fréquemment exposés: alors qu'une partie du Québec subissait la sécheresse, les pluies diluviennes s'abattaient sur le reste du territoire.

Plus que jamais, il y a urgence d'agir de la part de tous les acteurs concernés — les pouvoirs publics, le milieu agricole, scientifique, des affaires et des finances ainsi que la société civile. Cependant, le succès des actions à réaliser ne peut se produire sans un leadership ambitieux de la part de nos gouvernements. Ils demeurent les mieux placés pour organiser et soutenir l'effort collectif envers notre agriculture et en assurer la pérennité.


Le cheminement vers une agriculture plus durable est possible, mais requiert notamment un renforcement des mesures d'accompagnement des agriculteurs et agricultrices, qui doivent être au cœur des réflexions. Certains programmes, comme le Plan d'agriculture durable 2020-2030 et le programme Solutions agricoles pour le climat avec le Fonds d'action à la ferme pour le climat, constituent des premiers pas dans la bonne direction, mais ne permettront pas de généraliser cette nécessaire transition, sans des investissements additionnels à la hauteur des défis. Ils sont essentiels à la mise en œuvre de solutions adaptées, développées sur le terrain avec les productrices et producteurs agricoles, en collaboration avec le secteur de la recherche et les différents partenaires.

Nous devons aujourd'hui nous unir afin de permettre aux agricultrices et agriculteurs du Québec de poursuivre leur mission de nourrir des millions de citoyennes et citoyens d'ici et d'ailleurs tout en relevant les défis de la durabilité et de la résilience qui se présentent à nous comme jamais auparavant.

Nous exhortons donc les gouvernements provincial et fédéral à affirmer leur rôle et à assumer pleinement la responsabilité d'aller plus loin. Ils ont le devoir de soutenir et de pérenniser les efforts déployés en privilégiant une approche agroenvironnementale concertée, non coercitive et simplifiée sur le plan administratif, tout en assurant un financement adéquat et durable pour les prochaines décennies.

Les investissements additionnels nécessaires doivent assurer, d'une part, la priorisation des actions les plus judicieuses sans compromettre la rentabilité de nos fermes et, d'autre part, le développement et le transfert de connaissances scientifiques permettant de faire des choix informés. Ces investissements doivent provenir en partie d'un financement du gouvernement du Québec, mais également de sources externes. En ce sens, nous demandons que les conditions et paramètres soient mis sur pied par le gouvernement pour faciliter des investissements justes et durables en agroenvironnement.

L'avenir et la qualité de notre environnement, du monde agricole et de notre alimentation sont en jeu. L'échec n'est pas une option. À nous tous d'y voir et d'agir maintenant!



Martin Caron, président général de l'Union des producteurs agricoles



Jérôme Dupras, professeur en économie écologique, Université du Québec en Outaouais (UQO)



Martine Giguère, présidente de l'Ordre des agronomes du Québec



Richard Legendre, président de l'Ordre des technologues professionnels du Québec



Alain Vachon, président et chef de la direction de l'Institut de recherche et de développement en agroenvironnement



Mathieu Madison, président du Regroupement des organismes de bassins versants du Québec




Julie Lafortune, directrice exécutive, Chaire UNESCO en évaluation socio-économique de la biodiversité et des écosystèmes.



Valérie Mallamo, directrice générale du Jour de la Terre Canada



Colleen Thorpe, directrice générale d'Equiterre



Fanie Pelletier, professeur et Andrew Gonzalez, professeur pour le Centre de la science de la biodiversité du Québec



Martin Vaillancourt, directeur général du regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec



Denis Roy, doyen de la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation - Université Laval



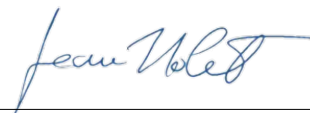
Léon Bibeau-Mercier, président de la Coopérative pour l'agriculture de proximité écologique



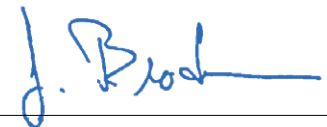
Pascal Bigras, directeur général de Nature-Action Québec



Audrey Maheu, directrice de l'Institut des sciences de la forêt tempérée



Jean Nolet, directeur général de Coop Carbone



Jacques Brodeur, directeur scientifique du Réseau québécois de recherche en agriculture durable



Jean-Michel Couture, associé, président de Groupe AGÉCO



Richard Ferland, président de Sollio Groupe Coopératif



Ghislain Pion, président de VIA Pôle d'expertise en services-conseils agricoles



Christian Savard, directeur général de Vivre en Ville



Michel St-Germain, directeur général d'Environnement Viridis